



Accord Commercial UE-MERCOSUR
La Commission européenne fait le choix du libre-échange à n'importe quel prix
La filière européenne de l'élevage appelle le Parlement européen
et les Etats membres à rejeter l'accord

Après plus de vingt ans de négociation, la Commission européenne a conclu le 28 juin 2019, au nom de l'Union européenne, un accord politique sur un accord commercial global avec le Mercosur. Cet accord, qui facilitera l'accès au marché européen pour près de 100 000 tonnes de viande bovine sud-américaine supplémentaires, représente un danger économique pour toute la filière européenne de l'élevage bovin ainsi que pour la santé des consommateurs européens.

Cet accord politique intervient malgré la **forte opposition, de longue date, exprimée par la filière européenne de l'élevage bovin – et tout particulièrement de la filière Italienne, Espagnole, Irlandaise, Française et Polonaise** -, malgré les réticences exprimées par certains Etats membres ou encore les préoccupations de très nombreux acteurs de la société civile au regard des implications sanitaires, sociétales et environnementales.

En effet, l'augmentation des importations de viande bovine sud-américaine dans l'Union européenne, bénéficiant d'avantages concurrentiels indiscutables en raison d'exigences sanitaires, de traçabilité et environnementales moins strictes, **déstabilisera gravement le secteur européen de la viande bovine.**

En outre, **près de 100 000 tonnes de viande bovine sud-américaine**, produite avec des substances interdites en Europe et dans des conditions d'élevage peu ou pas réglementées sur le plan environnemental, notamment **largement responsable de la déforestation**, seront prochainement proposées aux consommateurs européens.

Sans oublier que la plupart de ces viandes sont produites au Brésil, dont le système de traçabilité et de contrôle sanitaire, particulièrement en dessous de la moyenne, est connu dans le monde entier... **comme en témoignent les récents cas de fraude et d'exportation de viande contaminée vers l'Europe.**

Notre agriculture, nos valeurs environnementales et sociétales sont à l'opposé de celles de ces partenaires du Mercosur. La santé de nos consommateurs est directement concernée. Sur le plan économique, nos éleveurs ne pourront pas faire face à ce nouveau défi, dans un contexte déjà difficile compte tenu de l'effet cumulatif des accords commerciaux et des incertitudes liées au Brexit.

Dans ces conditions, la filière européenne de l'élevage, ici représentée par Assocarni (Italie), Assoprovac (Espagne), Irish Farmers' Association (Irlande), Interbev (France) et PZPBM (Pologne), condamne fermement cet accord politique et appelle les membres du Parlement européen ainsi que les Etats membres à rejeter l'accord.